TÜSİAD
ASSOCIATION DES INDUSTRIES ET DES ENTREPRISES DE TURQUIE

L'ECHO DE LA TURQUIE

COURRIER MENSUEL DE TUSIAD PARIS

AOUT 2005
NUMÉRO: 8

SOMMAIRE

EN TURQUIE

- *Le rapport du Conseil de Surveillance Bancaire sur l'état du secteur bancaire turc*
- *Les exportations et importations en juillet*
- *La société de logistique Gökbora en Allemagne*
- *Groupe Koç se prépare à acheter Tansaş*
- *Doğan Holding achète Hôtel Hilton*
- *DaimlerCrysler installe une base de production à Istanbul*
- *La production de biocarburant en Turquie*

LA TURQUIE ET L'UNION EUROPEENNE

- *Les Ministres européens des Affaires étrangères à NewPort: Pas de consensus sur la déclaration européenne concernant la Turquie*
- *Le Parlement européen a reporté le vote sur le Protocole portant sur l'extension de l'union douanière turque aux dix nouveaux pays membres*

A TUSIAD

- *TUSIAD Conjoncture Analyse, no: 9, Juillet 2005*

PUBLICATIONS

- *Turquie et Union européenne : un défi réciproque, Jean-Raphaël Chaponnière, Jean-Claude Vérez (2005)*

SITES UTILES
FICHES D'INFORMATIONS

- *L'ECONOMIE TURQUE*
- *LA TURQUIE VERS L'UNION EUROPÉENNE*

SERAP ATAN
BUREAU DE REPRESENTATION
DE TUSIAD A PARIS
TUSIAD (C/O GROUPE TEKER)
12 RUE GODOT DE MAUROY
75009 PARIS FRANCE
TEL: 33 1 42 65 16 40
FAX: 33 1 42 65 17 99
atan@tusiad.org

LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS SONT DISPONIBLES AU
www.tusiad.org

EN TURQUIE

- Une recherche menée par le Conseil de Surveillance Bancaire souligne que le secteur bancaire turc est parmi les secteurs les mieux préparés à l'intégration à l'UE. Selon le rapport qui compare la situation du secteur bancaire turc à celui des dix nouveaux pays membres de l'UE, la Turquie serait dans une position plus avancée dans plusieurs aspects, notamment en capitaux circulants, crédits et bénéfices. Par contre, en ce qui concerne le lien entre les comptes de dépôt et les crédits et la part des crédits dans les capitaux circulants elle reste derrière ces pays. Le rapport indique que pour devenir compétitif et influent, après l'adhésion de la Turquie à l'UE, les banques turques devraient devenir plus grande, chercher les moyens de consolidation et renforcer leurs ressources propres. Par ailleurs, le rapport exclut une présence des banques étrangères aussi forte que dans les dix nouveaux membres de l'UE, tandis qu'il prévoit une croissance de l'entrée et de la concentration du capital étranger.

- En juillet 2005, les exportations de la Turquie ont diminué de 4% tandis que ses importations ont augmentés de 8.7%. La réévaluation forte de la Nouvelle Livre turque, l'expansion de l'utilisation des produits intermédiaires, la hausse des cours du pétrole brut ont marqué la faible croissance des exportations turques (%17.1) par rapport a celle des importations (%18.3), durant les sept derniers mois.

- Gökbora, la société turque de logistique, va installer un entrepôt sur l'ancien site de Krupp à Duisburg en Allemagne. Cet entrepôt deviendra le centre des activités de Gökbora en Europe de l'Ouest.

- Groupe Koç se prépare à acheter la chaîne de distribution Tansaş qui appartient à Doğan Holding. Migros, du Groupe Koç se trouve actuellement au 2^{e} rang des supermarchés turcs, possédant une part de marché de 4,2%. L'achat de Gima et Endi par Carrefour, au mois de mai, avait situé ce dernier au 1er rang en augmentent sa part de marché à 5,2%.

- Doğan Holding a gagné l'appel d'offre pour l'achat de l'Hôtel de Hilton appartenant au fond de pension turc

- Daimler Chrysler va produire son nouvel autocar Travego en Turquie, à l'usine de Hoşdere à Istanbul. Cette implantation va promouvoir la Turquie comme le centre de la production européenne des autocars du leader mondial des véhicules utilitaires.

- La Turquie a augmenté sa production de biocarburant à 450 000 tonnes durant les trois dernières années. Suivant les directives européennes, la Turquie a atteint le troisième rang des producteurs européens de biocarburants. Le premier producteur européen de biocarburants est L'Allemagne avec 1.8 million tonnes.

LA TURQUIE ET L'UNION EUROPEENNE

- Les Ministres européens des Affaires étrangères, réunis à NewPort, le 1er septembre, n'ont pas pu se mettre d'accord sur le texte de la déclaration qu'ils préparent pour répondre à celle faite par la Turquie à la fin du mois de Juillet.

Le 29 juillet, la Turquie a signé un Protocole qui étende l'union douanière aux dix nouveaux Etats membre de l'UE, y compris la République de Chypre. Cette signature a été la dernière condition pour l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'UE, prévue pour le 3 Octobre. En même temps que cette signature elle a fait une déclaration précisant que l'application de l'union douanière ne signifiera pas la reconnaissance de la République de Chypre. La Turquie exige une solution viable à la question chypriote selon le processus en cours au niveau de l'Organisation des Nations Unis (ONU). Un plan de règlement de la question, préparé au sein de l'ONU, a été rejeté par le Chypriotes grecs tandis qu'il a été approuvé par les Chypriotes turcs, lors d'un référendum organisé en 2004.

La reconnaissance formelle de la République Chypriotes n'étant pas une condition pour l'ouverture des négociations avec la Turquie, les Ministres européens des Affaires étrangères ne sont pas revenus sur la date de 3 Octobre. Toutefois, ils demandent des garanties pour une mise en œuvre complète de l'union douanière. Selon les Ministres européens la mise en œuvre comprend aussi l'ouverture des ports turcs aux navires et de l'espace aérien aux vols chypriotes grecs. A leur réunion informelle à NewPort, les Ministres n'ont pas se mettre d'accord sur la question de la « reconnaissance » de la République de Chypre. Les Représentants Permanents des 25 vont chercher un accord sur le texte de la déclaration à la réunion de COREPER, la semaine prochaine. Le Ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gül, qui a rencontré ses homologues à NewPort, a affirmé que le projet de déclaration contenait des éléments inacceptables pour la Turquie.

- La Conférence des Présidents du Parlement européen (PE) a reporté le vote sur le Protocole concernant l'extension de l'union douanière avec la Turquie, aux dix nouveaux pays membres, y compris la République Chypre. Le Protocole, qui a été signé par la Turquie le 29 juillet dernier, va être voté à la prochaine séance plénière du PE, le 26 Septembre.

A TUSIAD

- Le rapport de TUSIAD sur la conjoncture met l'accent sur les points suivants:

- Les chiffres de croissance, enregistrées dans le premier trimestre de 2005 sont positifs
- Les répercussions de la croissance sur le développement d'emploi ont été senties de manière lente
- L'emploi est en phase de développement positif
- La croissance annuelle dépasserait la cible
- Les débats sur la balance des paiements courants sont toujours d'actualité
- La situation de l'économie mondiale est inquiétante (L'augmentation des cours de pétrole et du déficit des balances des paiement des Etats-Unis, la période de récession des pays développés)
- Il existe des incertitudes dans les conjonctures internes et externes (L'augmentation des cours de pétrole, les relations économiques sino-américaines, les liens entre la croissance, l'emploi, les balances de paiements et le taux de change en Turquie)
  (*TUSIAD Conjoncture Analyse, no: 9, Juillet 2005* www.tusiad.org (en turc))

****

PUBLICATIONS

- **Turquie et Union européenne : un défi réciproque, Jean-Raphaël Chaponnière, Jean-Claude Vérez (2005)**

« En décembre 2004, la Commission européenne et les chefs d'État ont décidé d'engager des négociations avec la Turquie : elles commenceront en octobre 2005 et s'étaleront sur une dizaine d'années. L'adhésion pourrait se faire à l'horizon 2015, quelle que soit l'issue du projet constitutionnel de l'Union européenne à 25. Quels sont les défis de cette adhésion pour la Turquie et pour l'Union européenne ?

L'histoire et la géographie permettent-elles de situer les frontières de l'Europe (partie 1) ? La Turquie peut-elle respecter tous les critères politiques de Copenhague (partie 2) ? Peut-elle relever les défis économiques (partie 3) ? Après la crise de 2001, la plus grave de l'après-guerre, les autorités turques, sous le contrôle du FMI, ont amorcé un virage substantiel. La croissance est au rendez-vous. Mais intégrer l'Union européenne exigera de se rapprocher des règles communautaires. Du point de vue de l'Union européenne (partie 4), quel sera le coût de l'adhésion ? Quelles seront les conséquences démographiques de l'entrée de ce pays presque aussi peuplé que les dix États qui ont rejoint l'Union européenne en 2004 ? Comment l'Union européenne pourra-t-elle fonctionner sur le plan politique tout en maintenant un certain degré d'homogénéité ? L'entrée de la Turquie va-t-elle accroître les risques de délocalisations ? Enfin (partie 5), cette adhésion peut-elle rassembler des chrétiens et des musulmans et tourner la page de la guerre des civilisations ou risque-t-elle de dénaturer le projet européen ? »

SITES UTILES

Délégation de la Commission Européenne, Ankara: www.deltur.cec.eu.int/english/main-e.html
Euractive (Nouvelles de l'UE, les positions politiques et les acteurs de l'UE en ligne): www.euractiv.com/?_lang=FR
EUPolitix, Eurosource: www.eupolitix.com/EN/Forums/Turkey%20in%20Europe
Centre for European Policy Studies, Bruxelles , EU-Turkey Working Papers: shop.ceps.be/BooksList.php?category_id=18&
Fondation turque des études économiques et sociales : tesev.org.tr/eng
Association des investisseurs étrangers, Istanbul : www.yased.org.tr/page.asp?pageid=0
Sous Secrétariat du Trésor (investir en Turquie): http://www.hazine.gov.tr/for_inv.htm
Groupe de Communication Union Européenne : www.abig.org.tr
Ministère des Affaires Etrangères : www.mfa.gov.tr/mfa
Sous-secrétariat du Commerce extérieur : foreigntrade.gov.tr/ab/ingilizce/turkeyeu.htm
L'Administration de Privatisation : www.oib.gov.tr/index_eng.htm
Secrétariat Général des Affaires de l'UE, Ankara : www.euturkey.org.tr/
Institut National des Statistiques : www.die.gov.tr/ENGLISH/index.html
Ministère des Finances : www.maliye.gov.tr/defaulteng.htm
Banque centrale de la République de Turquie : www.tcmb.gov.tr/yeni/eng/index.html
Confédération Turque des Unions d'Employeurs, TISK : tisk.org.tr/yayinlar_en.asp?sbj=ana&ana_id=14&dil=en
Ambassade de France Mission économique, Ankara: www.missioneco.org/turquie/
L'agence Française pour le développement international des entreprises: www.ubifrance.fr/pays/accueilpays.asp?afnor=TR
Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Turquie, www.ccift.com

FICHE D'INFORMATIONS : L'ECONOMIE TURQUE

- Une population de 70 millions :
  - un ménage est composé de 4.4 personnes *(en décroissance)*
  - ± 30% sont au-dessous de 15 ans *(en décroissance)*
  - 74% de population urbaine *(en croissance)*
  - croissance démographique stabilisée entre 2025-2030
  - une population de ± 85 millions en 2030

- Produit National Brut (PNB) : 460 milliards € (PPA) + la plus grande économie informelle de l'OCDE
- Taux de croissance : 2002 : + 7.8% 2003 : + 5.9 % 2004 : +10%
- La 18ème économie au monde
- Principaux partenaires commerciaux : * Union Européenne : 53% (La Turquie est le 7e partenaire commercial de l'UE)
  * Etats-Unis : 8% * Russie : 8%

  - Exportations de la Turquie vers l'UE – 2004 : € 24,7 billion
  - Importations de la Turquie en provenance de l'UE - 2004 : € 32,8 billion
  - Déficit commercial en faveur de l'UE - 2004 : € 8,1 billion

- La production industrielle : 25% du PNB (services : 60% ; agriculture : 11,5%)
  Les produits industriels : 90% des exportations (habillement, automobile, textile, électronique, électroménager, acier, agroalimentaire, verre,…)

Au niveau mondial, la Turquie est :	En Europe, la Turquie est :	
- le 6e producteur de ciment	- le 1er producteur d'engrais chimique	- le 1er fabricant de télévision
- le 2e producteur de verre plat	- le 7e producteur de fer et d'acier	- 7e dans l'industrie automobile
- le 6e exportateur d'habillement	- 6e fabricant de réfrigérateur	- le plus grand marché émergent

- En Turquie, 6311 sociétés à capitaux étrangers opèrent et un tiers des banques sont étrangères
  Les investissements directs turcs dans 50 pays s'élèvent à 50 milliards €

- Une société d'information en forte croissance : ± 37.000.000 abonnés de GSM *(Juin 2005)*
  ± 9.000.000 utilisateurs d'Internet, *(environ 20.000.000 en 2007)*
  ± 30 chaînes de TV au niveau national, + 260 au niveau local
  e-gouvernement en expansion

- Privatisation : Depuis 1986, plus de 170 entreprises publiques sont complètement privatisées.
  Dans 240 entreprises mixtes, les actions publiques ont été vendues.

- Tourisme : 17.6 millions touristes en 2004, plus de 20 millions prévus en 2005.

FICHE D'INFORMATIONS : L'ECONOMIE TURQUE

► REFORMES : Le Parlement turc a adopté des réformes compréhensives avec le soutien de la société civile (le secteur privé, les associations professionnelles, les syndicats, les ONGs, les institutions académiques, la presse,…)

- Des réformes constitutionnelles et institutionnelles en vue de répondre aux critères de Copenhague
- Le code civil, le renforcement des droits des femmes.
- la diffusion d'émissions et l'enseignement dans la langue Kurde, la liberté d'expression et d'association
- l'abolition de la peine de mort, Nouveau Code Pénal
- la politique de concurrence, les droits de propriétés intellectuelle et industrielle
- la standardisation et la certification, l'accréditation, l'arbitrage international
- La législation douanière, le tarif douanier commun, le cumul d'origine Pan-européenne
- la sécurité sociale, les indemnités de chômage
- les régimes de production externe et interne, surveillance et l'administration des quotas
- la législation fiscale, les régulations bancaires, la libéralisation dans la télécommunication **. . .**

→ 1996 : Union douanière entre l'UE et la Turquie

→ 1999 : Le sommet Helsinki de l'UE: **« la Turquie est officiellement un pays candidat pour l'adhésion à l'UE »**

→ 2004 : La Commission européenne décida que la Turquie remplissait suffisamment les critères de Copenhague.

→ 2004 : Le Conseil européen décide l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie

→ 2005 : Révision du Partenariat d'Adhésion par la Commission européenne et du Programme national par la Turquie.

TÜSİAD EST MEMBRE DE L'UNICE (UNION DES CONFEDERATIONS DE L'INDUSTRIE ET DES EMPLOYEURS D'EUROPE)

SECRETARIAT GENERAL:74 Meşrutiyet Caddesi Tepebaşı 80050 Istanbul Turquie Tel: 90 212 249 11 02 Fax: 90 212 249 09 13

ANKARA: 39/4 İran Caddesi Gaziosmanpaşa 06700 Ankara Turquie Tel: 90 312 468 10 11 Fax: 90 312 428 86 76

UNION EUROPEENNE : 13 Avenue des Gaulois 1040 Bruxelles Belgique Tel: 32 2 736 40 47 Fax: 32 2 736 39 93

ALLEMAGNE: 28 Märkisches Ufer 10179 Berlin Allemagne Tel: 49 30 28 87 86 300 Fax: 49 30 28 87 86 399

FRANCE: (c/o Groupe Teker) 12 rue Godot de Mauroy 75009 Paris France Tel: 33 1 42 65 16 40 Fax: 33 1 42 65 17 99

ETATS-UNIS: 1250, 24th Street N.W. Suite#300 Washington DC 20037 USA Tel: 1 202 776 77 70 Fax: 1 202 776 77 71

parisoffice@tusiad.org www.tusiad.org